

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CURIA FRANCE

Zone Industrielle de Laville
47240 Bon-Encontre

Références : DV/SM/UbD24-47/2026/019
Code AIOT : 0005202084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 dans l'établissement CURIA FRANCE implanté Zone Industrielle de Laville 47240 Bon-Encontre. L'inspection a été annoncée le 30/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW. Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CURIA FRANCE
- Zone Industrielle de Laville 47240 Bon-Encontre
- Code AIOT : 0005202084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

CURIA France (ex-Euticals), a son siège social à Bon-Encontre (47), ZI de Laville et dispose d'un établissement à Tonneins.

L'établissement de Bon-Encontre est une usine de chimie fine fabriquant des intermédiaires et des principes actifs divers pour l'industrie pharmaceutique.

Elle fabrique et commercialise une quarantaine de produits représentant une quantité (fabriquée) d'environ 900 tonnes par an (produits finis et intermédiaires).

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R515-114 à 515-116	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installation et combustible déclarés	Arrêté Préfectoral du 19/03/2022, article 3	Sans objet
2	Rejets atmosphériques - contrôle réglementaire	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	Sans objet
3	Rejets atmosphériques - conditions de référence	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
4	Rejets atmosphériques - conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)	Sans objet
5	Rendement	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	caractéristique de la chaudière	28/07/2020, article R224-23 et R224.25	
6	Efficacité énergétique de la chaudière	Code de l'environnement du 28/07/2020, article R224-31 et R224-32	Sans objet
7	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'installation de combustion est correctement classée dans la rubrique 2910 A2 de la nomenclature des ICPE. L'installation de combustion est constituée d'une seule chaudière, d'une puissance de 3 418 kW, depuis la mise à l'arrêt définitif de la chaudière Parent en 2015.

L'inspection a constaté que l'exploitant effectue un suivi rigoureux de sa chaudière et des contrôles périodes réglementaires (rejets atmosphériques, rendement et efficacité énergétique). Les concentrations des polluants rejetés à l'atmosphère sont en-deça des valeurs limites d'émission. L'inspection a constaté que l'exploitant a déclaré deux chaudières dans le registre MCP et demandé à l'exploitant de rectifier cette déclaration en retirant la chaudière hors-service.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation et combustible déclarés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2022, article 3			
Thème(s) : Autre, Installation et combustible déclarés			
Prescription contrôlée :			
Les installations de l'établissement CURIA de Bon-Encontre sont répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Ce dernier abroge et remplace tout tableau de classement antérieur.			
extrait du tableau de classement ICPE :			
Rubrique	Libellé de la rubrique	É l é m e n t s caractéristiques	Régime*
2910 A2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110.	2 chaudières fonctionnant au gaz : Total : 5,6 MW	DC

	<p>rubrique 3110.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	
--	---	--

*DC déclaration soumise à contrôle périodique

Constats :

L'exploitant indique que la vapeur est nécessaire pour le chauffage des réacteurs, la distillation des solvants et le séchage des produits (chauffage d'un fluide thermique intermédiaire). Le besoin en vapeur est compris entre 1t/h et 2t/h. Il précise que seule la chaudière de 3 418 kW est en service, la seconde (utilisée en secours) ayant été mise définitivement à l'arrêt en 2015. L'inspection a visité la chaufferie et constaté la présence de deux chaudières dont une hors

<p>L'inspection a visité la chaufferie et constaté la présence de deux chaudières dont une hors service.</p> <p>La chaudière en service est composée d'un corps de chauffe Babcock Wanson d'une puissance de 3 418 kW et d'un brûleur Babcock Wanson fonctionnant au gaz naturel, sur une plage de puissance comprise entre 470 kW et 4 680 kW. Le corps de chauffe est de 2001 et le brûleur de 2023. L'exploitant précise que le brûleur dispose d'une technologie « bas NOx ».</p> <p>La chaudière hors service est composée d'un corps de chauffe Parent de 1985 et d'un brûleur Parent. La chaudière était ouverte et une partie des organes de contrôle démontés. L'inspection a consulté le registre d'entretien de la chaudière Parent et constaté « la mise en sommeil du générateur le 27 avril 2015 ». L'exploitant a confirmé que la mise en sommeil est un arrêt définitif de la chaudière.</p> <p>L'inspection constate que l'installation de combustion est correctement classée en 2910 A2 malgré une puissance moindre (3 418 kW) que celle inscrite dans l'arrêté préfectoral (5,6 MW).</p> <p>Nota : l'inspection n'a pas vérifié le classement de l'installation au titre des autres rubriques de la nomenclature des ICPE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de déclarer formellement à l'inspection la mise à l'arrêt définitif de la chaudière Parent. Cette déclaration précisera le devenir de cette chaudière. Les caractéristiques de l'installation figurant dans le tableau de classement ICPE seront mises à jour à l'occasion de la rédaction d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rejets atmosphériques - contrôle réglementaire

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle réglementaire périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p>

Constats :

L'inspection a constaté que les trois derniers contrôles réglementaires des rejets atmosphériques de la chaudière ont été effectués par l'Apave (agence de Bordeaux) les 6 avril 2021, 19 juin 2023 et 27 mai 2025. Les contrôles ont été effectués à la fréquence requise.

L'ensemble des paramètres et polluants réglementés ont fait l'objet d'une mesure.

L'agence de Bordeaux de l'Apave est accréditée et agréée pour effectuer les prélèvements des rejets atmosphériques et les analyses de ces prélèvements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques - conditions de référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de référence

Prescription contrôlée :

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.

Constats :

Les résultats des mesures des émissions atmosphériques effectués par l'Apave sont exprimés dans les rapports d'essais en Nm³/h sur gaz secs à 3 % d'oxygène pour le débit des effluents gazeux et en mg/Nm³ sur gaz secs à 3 % d'oxygène pour les concentrations en polluants dans les effluents gazeux.

L'inspection constate que les résultats des mesures sont exprimés dans les conditions de référence requises.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques – conformité aux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques – conformité aux VLE

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites d'émission (VLE) suivantes s'appliquent, sous réserve des renvois entre parenthèses, aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029.

Combustible	SO ₂ (mg/Nm ³)	NO _x (mg/Nm ³)	Poussières (mg/Nm ³)
-------------	---------------------------------------	---------------------------------------	----------------------------------

Gaz naturel	-	100 (2) (8)	-
-------------	---	-------------	---

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm3)
--------	------------	-----------------------------------

(2)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.	NOx : 150
-----	---	-----------

(8)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NOx : 225
-----	--	-----------

Constats :

L'inspection a consulté les rapports d'essais établis par l'Apave le 12 juillet 2023 et le 2 juin 2025 suite aux analyses des prélèvements effectués le 19 juin 2023 et le 27 mai 2025.

Les paramètres température, débit, vitesse, O₂, NO_x et CO ont été mesurés.

Les concentrations en NO_x ont été comparées par l'Apave aux VLE de 150 mg/Nm³ en 2023 (avant le remplacement du brûleur) et de 100 mg/Nm³ en 2025 (après le remplacement du brûleur). Les VLE retenues par l'Apave sont effectivement celles applicables à l'installation. Les concentrations en NO_x sont inférieures aux VLE pour chaque série de mesure (116,8 à 120 mg/Nm³ en 2023 et 70 à 72,7 mg/Nm³ en 2025).

L'Apave a retenu une VLE de 100 mg/Nm³ pour le CO. Cette VLE sera réglementairement applicable à compter du 1^{er} janvier 2030. Les concentrations relevées sont de 0 mg/Nm³ pour chaque série de mesures, en 2023 et 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rendement caractéristique de la chaudière

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/07/2020, article R224-23 et R224.25

Thème(s) : Risques chroniques, Rendement caractéristique de la chaudière

Prescription contrôlée :

Article R224-23 du code de l'environnement

L'exploitant d'une chaudière définie à l'article R224-21 et mise en service après le 14 septembre 1998 s'assure de ce que le rendement caractéristique de la chaudière respecte la valeur minimale de 90 % pour les combustibles gazeux.

Article R224-25 du code de l'environnement

Les pourcentages fixés aux articles R224-23 et R224-24 sont réduits de 2 points pour les chaudières d'une puissance supérieure à 2 MW produisant de la vapeur d'eau ou de l'eau

<p>surchauffée à une température supérieure à 110° C.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté les fiches des analyses trimestrielles de combustion réalisées par Engie Solutions en 2025 (mars, mai, septembre et décembre). L'inspection a constaté que le rendement de combustion est compris entre 90,8 % et 92,3 % (aux régimes « petite allure » et « grande allure » du brûleur) pour un rendement minimum réglementaire de 88 %. L'inspection n'a pas pris en compte le résultat de 98,82 % de la fiche d'analyse de mai 2025. L'exploitant a confirmé que ce résultat n'était pas réaliste.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant effectue à la fréquence trimestrielle réglementaire les mesures de rendement dont les résultats sont supérieurs au minimum réglementaire de 88 %.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Efficacité énergétique de la chaudière

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/07/2020, article R224-31 et R224-32</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique de la chaudière</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R224-31 : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R224-21 fait réaliser un contrôle périodique de l'efficacité énergétique de celle-ci par un organisme accrédité dans les conditions prévues par l'article R224-37 sauf s'il a conclu un contrat de performance énergétique dont les caractéristiques sont définies par arrêté du ministre chargé de l'énergie.</p> <p>Article R224-32 du code de l'environnement : Le contrôle périodique mentionné à l'article R. 224-31 comporte : 1° Le calcul du rendement caractéristique de la chaudière et le contrôle de la conformité de ce rendement avec les dispositions du paragraphe 1er de la présente sous-section ; 2° Le contrôle de l'existence et du bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle prévus par le paragraphe 1er de la présente sous-section ; 3° La vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique situées dans le local où se trouve la chaudière, 4° La vérification de la tenue du livret de chaufferie prévu par l'article R. 224-29 ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté les rapports de vérification de l'efficacité énergétique de la chaudière établis par l'Apave le 12 juillet 2023 et le 2 juin 2025. Ces rapports de vérification comprennent l'ensemble des items réglementairement requis. Pour chacun des items contrôlés, l'Apave a donné un avis satisfaisant avec les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les appareils prescrits par les articles R224-26 à 27 du code de l'environnement sont présents et fonctionnels, - la chaufferie est entretenue de manière satisfaisante, - le réseau de fluide caloporteur ne présente ni fuite, ni détérioration du calorifuge - réseau en bon état apparent, - l'examen visuel ne donne pas lieu à remarques concernant l'ensemble des équipements annexes

(ballons, échangeurs...) et des accessoires du circuit primaire (pompes de circulation, vannes manuelles, vannes automatiques) en chaufferie, - les paramètres de régulation relevés ne donnent pas lieu à remarque, - le livret de chaufferie est tenu à jour. L'inspection a constaté que les rendements calculés (89,9 % en 2023 et 91,5% en 2025) sont semblables à ceux calculés par Engie Solutions lors des contrôles trimestriels (voir point de contrôle n°5).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7
Thème(s) : Risques chroniques, Livret de chaufferie
Prescription contrôlée : Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.
Constats : L'inspection a consulté le livret de chaufferie de la chaudière Babcock Wanson. L'inspection a constaté par sondage que le livret de chaufferie mentionne : - les résultats des contrôles réglementaires effectués par l'Apave, - les résultats des mesures trimestrielles effectuées par Engie Solutions, - le journal des événements affectant la chaufferie (arrêts, maintenance...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R515-114 à 515-116
Thème(s) : Risques chroniques, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : article R515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;

<ul style="list-style-type: none"> - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L512-1, L512-7 et L512-8. »</p> <p>article R515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>Article R515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la chaufferie du site Curia de Bon-Encontre est recensée dans le tableau de synthèse (mise à jour du 5 janvier 2026) des installations de combustion de taille moyenne (MCP), tableau de synthèse disponible sur le site internet AIDA de l'INERIS.</p> <p>L'ensemble des informations requises sont disponibles dans le ce tableau.</p> <p>L'inspection a toutefois constaté que la chaudière Parent, mise définitivement à l'arrêt en 2015, est recensée par erreur dans le registre MCP.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met à jour, dans un délai de deux mois, la déclaration de son installation de combustion en retirant la chaudière Parent. Cette mise à jour s'effectue par l'intermédiaire de la plateforme Démarches simplifiées : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>